

Histoire et géographie économiques

Copie de candidat

On peut déplorer quelques évidentes maladresses : la multiplication excessive des questions en introduction, les titres des parties, l'explication de la faiblesse des infrastructures de transport par des facteurs extérieurs. L'évocation du passé est cursive et l'expression manque de simplicité. Cette copie mérite cependant d'être portée à la connaissance des futurs candidats, car elle présente un très bon niveau de connaissances et d'indéniables qualités de réflexion.

Le candidat analyse correctement la notion de périphérie, s'interroge avec pertinence sur son éventuelle évolution, et par conséquent souligne ses relations dialectiques avec la situation économique et sociale de l'Afrique. Les facteurs internes du « sous-développement » africain sont particulièrement mis en relief. La description de la diversité géographique est heureusement reprise dans la troisième partie consacrée aux perspectives d'avenir. Le candidat y articule finement les conditions, endogènes et exogènes, à satisfaire et les raisons présentes d'espérer.

Dans The Modern World System, Immanuel Wallerstein définit un système-monde, comme la mondialisation actuelle, comme un système ternaire organisé autour d'Etats puissants ou d'une oligarchie d'Etats, qui en forment le centre de périphéries intégrées et de périphéries délaissées. En effet, le concept de périphérie n'a de sens qu'au sein d'un système organisé autour d'un autre. En ce sens, depuis l'époque moderne et la création des premiers systèmes-mondes occidentaux, l'Afrique a toujours été une périphérie : périphérie dans le système colonial organisé par l'Europe (et même peut-être orientale avec la traite arabe des esclaves ou les voyages de l'Amiral chinois Zheng He au XVème siècle) mais aussi périphérie lors de la guerre froide. En effet, il n'est pas indifférent que les conflits qui s'y déroulaient étaient dits « périphériques » par rapport au centre des relations internationales qu'était le conflit Est-Ouest et dont la ligne de front était l'Europe. De même, il semble que selon tous nos critères occidentaux, l'Afrique durant cette période était en mal de développement, comme l'écrivirent Gide, durant la période coloniale, ou Ziegler, durant la Guerre Froide. Pourtant est-ce toujours le cas ? L'Afrique est-elle toujours un continent périphérique et en mal de développement ? Surtout parle-t-on du même système-monde et donc le mot périphérie a-t-il le même sens aujourd'hui ?

Le système actuel, la mondialisation, qui repose depuis les années 1980 sur une augmentation exponentielle de la mobilité des capitaux et des marchandises et une mise en réseau du monde par différents acteurs (Etats, entreprises, ONG) réserve-t-il la même place à l'Afrique ? Si l'Afrique est toujours périphérique, ne l'est-elle pas de façon différente puisque le référentiel du concept a évolué ? L'Afrique est-elle désormais une périphérie intégrée ou marginalisée ou dominée ? Sur le plan économique ou sur le plan politique (le « ou » pouvant être inclusif).

Surtout quels liens entretiennent ce statut de périphérie et son évolution avec la mondialisation avec la question du développement en Afrique ? Plus encore la trajectoire est-elle uniforme ou

faut-il parler de l'Afrique au pluriel tant le statut (type de périphérie) et le sort (niveau de développement) des différentes régions du continent semblent disparates ? Quelle est la dialectique entre ce statut et ce sort ? Le manque de développement qui se caractérise aussi par des carences en infrastructures et en éducation ne renforce-t-il pas le statut de périphérie ? Mais, si l'on définit le développement comme François Perroux («l'ensemble des facteurs économiques et sociaux qui permettent à une population de faire croître durablement son produit intérieur brut»), peut-être ne faut-il pas oublier par delà ces facteurs exogènes, un certain nombre de facteurs endogènes à l'Afrique elle-même.

I – D'une périphérie à l'autre, l'Afrique face au développement.

Périphérique pendant la Guerre Froide (et avant), l'Afrique le reste aujourd'hui dans la mondialisation, mais de manière sûrement différente. D'abord, l'Afrique (en première approche) semble être une périphérie économique délaissée voire marginalisée. En effet, la mondialisation reposant en partie sur la mobilité des capitaux (et notamment des IDE) et des marchandises, la place de l'Afrique confirme qu'elle est délaissée puisqu'elle ne représente que 3,75 % des flux d'IDE en 2005 (et surtout moins de 2 % entre 2000 et 2004) alors que la seule Chine, par exemple, en captant 65 milliards de dollars en capte 10 % et surtout que les Etats-Unis en captent 90 milliards avec une population presque trois fois moins importante que l'Afrique. Il en va de même pour le commerce mondial de marchandises où l'Afrique ne représente que 2,92 % du total. Surtout ce commerce est en grande partie composé de matières premières (L'Afrique a les premières réserves mondiales pour de nombreux minerais et le pétrole africain intéresse de plus en plus) ce qui confine l'Afrique dans une DIT caricaturale (fournisseur de matières premières et acheteur de produits manufacturés) alors qu'elle est en grande partie exclue de la DIPP (Division internationale du processus productif) qui est un mode majeur de la mondialisation et de diffusion de l'industrie.

Pourtant, pour ces mêmes raisons, l'Afrique semble être une périphérie intégrée ou plutôt en regain d'attention sur le plan politique et géopolitique. En effet, grâce à ses réserves minières et pétrolières, l'Afrique devient une terre d'enjeux pour les grandes puissances, surtout dans un monde où la boulimie chinoise et des économies émergentes font peser un risque de pénurie ou du moins de problèmes d'approvisionnements. D'abord les Etats-Unis avec la signature des accords AGOA (Sur 37 pays concernés, 4 forment les 3/4 des flux et sont tous des pays pétroliers) et ACOTA (qui est le pendant sur le plan militaire et diplomatique de l'AGO sur le plan commercial). Ceux-ci permettent aux Etats-Unis d'établir des partenariats avec les pays du Golfe de Guinée ou d'ouvrir une base à Saô Tomé et à Djibouti, tous deux des points chauds pour le commerce pétrolier. De même la Chine a accordé un prêt de 3,2 milliards de dollars à l'Angola, par le biais de l'Exim Bank China, alors que le pays devenait le premier fournisseur de pétrole de Pékin. Il en va de même avec l'uranium du Niger ou du Soudan et c'est la même logique qui a poussé au sommet de la fin de l'an passé qui a réuni 48 pays africains en Chine. Les autres puissances et notamment l'UE tentent également d'accaparer les matières premières africaines (projet Medgaz, Galsi et transsaharien pour le gaz algérien et nigérien). Terra incognita de la mondialisation sur le plan économique, elle ne l'est donc pas ou plutôt elle ne l'est plus sur le plan politique : l'APD (aide publique au développement) qui n'avait cessé de baisser durant les années 1990 du fait de la perte d'intérêt stratégique après la chute de l'URSS augmente à nouveau : la lutte idéologique est simplement remplacée par la lutte pour les matières premières.

Pourtant, une constante africaine semble être son manque de développement récurrent ou plutôt faudrait-il dire son sous-développement alors que le reste du monde progresse, se développe : le niveau de vie africain représentait 14 % des Européens dans les années 1970 contre moins de 7 % aujourd'hui. La croissance du PIB africain est nulle entre 1970 et 2004 (ce qui cache de fortes disparités sur la période). Surtout tous les indicateurs synthétiques confirment le mot d'Yves Lacoste, à savoir que l'Afrique est «le désastre du Tiers-monde» : espérance de vie inférieure de 10 ans à la moyenne mondiale, analphabétisme qui

touche 62,5 % de la population et encore davantage chez les femmes, taux de prévalence du sida le plus élevé du monde puisque la moitié des malades sont africains, accès à l'eau potable difficile pour une majorité de la population et PIB/ habitant de moins de 2000 dollars ce qui mène l'Afrique à avoir l'IDH et l'IPH le plus bas de tous les continents. Ainsi l'Afrique semble toujours être un continent sous-développé et même non développé.

Pourtant, généraliser le statut et le sort de l'Afrique cache de profondes disparités régionales : ce qu'on gagne en synthèse, on le perd en analyse. Ainsi, comme le remarque M. Pourtier dans *Afrique Noire*, on tend à identifier l'Afrique à l'Afrique noire subsaharienne, mais la situation de l'Afrique du Nord (qui tend de plus en plus à se rapprocher du Moyen-Orient) et à l'autre extrémité semble sensiblement différente. En effet, le contact avec la Méditerranée permet à l'Afrique du Nord de profiter des délocalisations productives de l'UE et donc à s'intégrer à la DIPP alors que les niveaux d'IDH et d'IPH de l'Afrique septentrionale sont sensiblement supérieurs à ceux de l'Afrique noire. De même, l'Afrique du Sud fait figure d'exception (même si elle doit faire face à de graves difficultés : chômage et inégalités notamment du fait de l'ancien apartheid) par sa puissance économique, son capitalisme minier puissant et l'intégration de certaines de ses villes comme Johannesburg au système métropolitain mondial (grâce à sa bourse notamment) si bien que l'Afrique du Sud fait partie de ce que Morgan Stanley a appelé en 2007 les BRICS (Brazil, Russia, India, China, South Africa) pour désigner les économies émergentes, possibles reines de demain. Ainsi, dans le monde actuel, avec la mondialisation dont le cœur est encore dans ce qu'on appelait hier la Triade et principalement les Etats-Unis, l'Afrique est une périphérie dominée, délaissée et marginalisée sur le plan économique mais convoitée sur le plan géopolitique, de laquelle on doit – de plus en plus peut-être – parler au pluriel.

II – L'Afrique victime de son statut et d'elle-même.

Comment expliquer le statut et le sort actuels de l'Afrique que nous avons dégagés ? Il faut d'abord dégager un certain nombre de raisons indépendantes du continent africain et exogènes qui tiennent tant à l'Histoire qu'à la géographie. La marginalisation économique tient d'abord aujourd'hui à la marginalisation logistique au niveau d'infrastructures. En effet, M. Carroué dans *Géographie de la mondialisation* souligne à quel point l'échange de marchandises repose sur le niveau d'équipement logistique et notamment portuaire. Or aucun port africain ne figure parmi les 50 premiers mondiaux pour le trafic des EVP. Pis, il faut 96 heures à un cargo pour entrer dans le port de Mombassa (l'un des plus grands de l'Afrique de l'Est) où il n'en faut que 4 à Singapour.

De plus, le coût du fret maritime peut représenter jusqu'à 40 % du coût des marchandises pour un pays africain enclavé contre 6 % en moyenne mondiale du fait d'infrastructures défectives et d'arrière-ports portuaires réduits quasiment à néant (sauf en Afrique du Sud qui possède 60 % du rail africain ou dans une moindre mesure en Afrique du Nord). De plus, il faut un niveau d'infrastructures urbaines minimales pour le développement des IDE et du capitalisme mondial moderne et commercial, qui fait souvent défaut en Afrique.

Pourtant, l'absence de développement du continent ou du moins le faible niveau de celui-ci tient pour sa part à de nombreuses raisons endogènes à l'Afrique. D'abord, Roland Pourtier rappelle, dans *Afrique Noire*, que la démographie croise la majorité des problématiques africaines, en particulier celle du développement. En effet, l'explosion démographique du dernier demi-siècle qui n'est pas encore terminée puisque l'indice synthétique de fécondité du continent est encore de 5.1 handicape le développement du fait de son importance alors que les structures institutionnelles n'étaient pas prêtes à y répondre, ce qui a fait de l'Afrique le continent de la faim pendant longtemps (et maintenant celui de la soif ?). De plus les choix des

Etats africains au moment des indépendances ont souvent été dramatiques pour le développement. En effet, René Dumont, en 1962 déjà s'en alarmait dans L'Afrique noire est mal partie. Il y dénonçait le choix de l'industrialisation au détriment d'une politique rurale et agricole encourageante : alors que la population rurale représentait souvent plus de 90 % de la population, les investissements agricoles ne représentaient que 10 % des investissements totaux ou lorsque l'agriculture était encouragée, comme en Côte d'Ivoire, c'était au prix d'un système dominé et prédateur qui a conduit le pays du miracle au mirage. Surtout, Ziegler dans Main basse sur l'Afrique regrettait déjà l'absence d'Etats africains forts du fait de l'absence de vraies nations en Afrique. Selon lui l'Afrique se caractérisait par la «protonation», cette «forme de sociabilité rudimentaire asservie à ceux qui l'organisent de l'extérieur», c'est-à-dire le capitalisme occidental avec l'aide d'élites locales corrompues et peu tournées vers le bien public. Or cette définition semble perdurer aujourd'hui surtout avec les PAS du FMI et les cures libérales des années 1990 qui non seulement ont privatisé de nombreuses entreprises publiques qui étaient souvent des outils de contrôle des territoires pour des Etats dont les capitales (du fait souvent de l'Histoire coloniale) sont souvent excentrées ou côtières (par exemple la compagnie nationale des cotons au Mali) mais également ont imposé des restrictions budgétaires à des Etats qui tenaient grâce à des clientèles politiques qu'on ne peut plus entretenir (la fameuse «politique du ventre» des Etats africains) et des baisses de droits de douanes (ce qui perdure avec la généralisation des conditions OMC) à des pays dont la fiscalité et donc les ressources reposent énormément sur les douanes du fait de l'étroitesse de l'assiette fiscale nationale et des difficultés de collectes (10 % des Sénégalais paient 80 % des impôts). Or, les expériences asiatiques (et même, voir surtout, le développement des PDEM) ont toutes nécessité la présence d'un Etat fort dans la mise en place du développement défini au sens de Perroux. Plus encore, M. Carroué dans Géographie de la mondialisation, souligne à quel point beaucoup des PVD (pays en voie de développement) souffrent du trop peu d'Etat (et non du trop plein) et de son corollaire «la démocratie sociale et économique» et à quel point l'Etat reste un partenaire crucial des entreprises des PDEM et donc un élément de leur puissance économique. Enfin, l'Afrique semble souffrir également, car elle ne parvient pas à s'en doter, d'organisations régionales stables et bénéfiques (dont peu ou prou tous les Etats développés ou sur la route de la croissance se dotent) et d'un vrai capitalisme tourné vers le profit.

L'exemple de l'Afrique du Sud avec son capitalisme minier, son Etat depuis longtemps ébauché et son intégration régionale en bonne voie (SADC, SACU) montrent, a contrario, que le mal-développement africain tient en grande partie à ces facteurs (de même pour l'Afrique du Nord).

Si le statut et le sort de l'Afrique sont donc parfaitement compréhensibles au regard de l'Histoire économique et sociale du continent, il semble qu'aujourd'hui ils entrent dans une dialectique qui pousse l'Afrique à la sur exclusion et toujours au non-développement. D'abord le manque de développement et l'absence de moyens financiers (ainsi que les stratégies du consensus de Washington) poussent à un sous-investissement en infrastructures et en éducation, ce qui entraîne une marginalisation logistique et technique (du fait d'une main d'œuvre peu qualifiée) grandissante qui pousse à son tour l'Afrique hors du train du développement (puisqu'il est en partie dépendant du commerce extérieur et des IDE) ce qui entraîne une périphérisation accentuée : l'Afrique semble en quelque sorte au milieu d'un cercle vicieux où sous-développement et statut de périphérie économique se renforcent mutuellement. De même, le statut de périphérie politique convoitée accentue certains facteurs de sous-développement et pas seulement à cause d'une spécialisation dans l'export de matières premières. En effet, ce statut de périphérie à exploiter pousse les firmes transnationales (FTN) à une nouvelle économie d'enclaves qui menace les Etats (comme Firestone au Libéria dont le chiffre d'affaire est 10 fois supérieur au budget national et qui n'hésite pas à acheter de l'hévéa aux rebelles comme au gouvernement).

De plus, l'intérêt nouveau de la Chine pour l'Afrique pousse ses entreprises à investir massivement le continent mais souvent au détriment de l'économie locale : ainsi le dernier prêt chinois à l'Angola stipulait que 70 % des contrats devaient être accordés aux entreprises chinoises qui construisent

tout clé en main sans utilisation de main d'œuvre locale. De même, la déferlante de produits manufacturés menace tant les industries d'Afrique noire (qui ne se développent pas) que celles de l'Afrique du Nord qui sont fortement concurrencées. Enfin, peut-être faut-il souligner qu'il est possible que non seulement la bataille pour l'Afrique permette à des élites corrompues et violentes comme au Soudan de se maintenir au pouvoir du fait de la pression chinoise peu soucieuse des droits de l'homme, ce qui ne peut pas être favorable au développement, mais aussi qu'elle ne fasse de l'Afrique qu'un jouet entre des puissances peu soucieuses de son développement.

III – La place de l'Afrique : «Une renaissance africaine» est-elle possible ?

Dans L'Afrique noire de 1800 à nos jours, Mme Coquery-Vidrovitch et M. Moniot parlent en effet d'une possible «renaissance africaine», se faisant ainsi l'écho de «l'afro-optimisme». En effet, il est peut-être absurde d'extrapoler de la situation actuelle de l'Afrique un avenir sombre même s'il faut rester mesuré tant les problèmes de l'Afrique sont grands. Mais de toute façon, cette renaissance n'est sûrement possible qu'à condition de trouver une nouvelle dialectique entre la place de l'Afrique dans le système mondial actuel et la question du développement. Mais cela pose un certain nombre de défis au continent. D'abord, celui de sortir de son statut de terra incognita économique de la mondialisation et de périphérie dominée de façon caricaturale (notamment par sa DIT).

Or, l'Histoire montre que la formation de marchés intérieurs puissants et stables est la clé du décollage économique et donc du développement, de même que le commerce régional. Deux défis se proposent donc à l'Afrique : d'abord une politique agricole cohérente qui permet un vrai décollage agricole : c'est selon Gilbert Etienne la condition sine qua non de possibles marchés intérieurs africains puisque la population rurale est encore majoritaire (plus de 75 % en moyenne continentale). Mais ceci est essentiellement vrai pour l'Afrique noire. L'autre défi qui se pose au continent entier est celui du développement des échanges intra-africains (par exemple seulement 0,2 % du pétrole africain exporté l'est vers un autre pays africain alors que beaucoup de pays souffrent cruellement de l'augmentation des prix) qui non seulement réclament des institutions régionales stables et efficaces (ce qui n'est souvent pas le cas aujourd'hui du fait notamment de «l'overlapping» : le Congo appartient à trois organisations différentes sans lien entre elles) mais surtout d'infrastructures transfrontalières de transport. Or ces défis reposent en définitive sur la capacité de l'Afrique à se doter d'Etats nationaux stables et aux élites tournées vers le bien public puisque c'est non seulement nécessaire pour mettre en place les politiques nationales adaptées (agricoles en Afrique noire) mais aussi pour la construction régionale : des «collapsed states» ne peuvent pas déléguer une souveraineté qu'ils n'ont pas. Alors l'Afrique pourrait être une périphérie certes, mais non plus dominée (sur le plan économique pour ses approvisionnements en biens manufacturés) mais sur la voie du développement.

Peut-être y-a-t-il des raisons d'espérer. En effet, si la croissance est au rendez-vous aujourd'hui, l'intérêt politique pour l'Afrique lui donne peut-être les moyens de relever les défis qui se posent à elle et qui sont en grande partie dépendants de l'Afrique elle-même. En effet, l'annonce du développement d'une ligne de chemin de fer reliant les villes côtières marocaines à l'Algérie (grâce aux pétro-dollars) vont dans ce sens. De même le projet (encore largement potentiel) d'étendre le trans-gabonais jusqu'au Cameroun voire au Nigeria va dans le sens de l'intégration régionale alors que l'Afrique du Sud tisse sa toile dans la partie méridionale du continent. De même, on parle de plus en plus d'une «révolution verte» africaine qui pourrait être lancée, avec notamment des projets d'irrigation importants (soutenus par exemple en Afrique du Nord par les fonds européens ou en Egypte par l'aide américaine). Cela permettrait également de réduire considérablement la dépendance alimentaire de l'Afrique noire (qui a un déficit de 450 millions d'euros en

agro-alimentaire). Enfin, l'espoir semble permis avec des expériences politiques comme la Mauritanie (où le colonel Val a refondé les institutions du pays avant d'organiser de vraies élections démocratiques et de s'écarter totalement du pouvoir) ou encore le NEPAD.

Pourtant, il ne faut pas être dupe : si le problème du développement africain est en grande partie entre les mains des Africains eux-mêmes et tient à leur capacité à dénouer certains liens de domination qui confinent le continent à être une périphérie outrageusement dominée et délaissée, il tient également aux puissances mondiales et à l'usage de leur domination politique. En effet, l'Afrique, dans son ensemble, restera un continent périphérique au sens qu'il ne sera pas le centre économique et encore moins politique du monde de demain. Son avenir tient donc à ce centre (ou à ses périphéries asiatiques en quête d'autonomie accrue) : Que ce soient les Etats-Unis, l'Europe et dans une moindre mesure les puissances asiatiques, ces puissances ont tout intérêt à faire une place juste et plus indépendante à l'Afrique au sein du système mondial, à en faire une périphérie intégrée, lancée (par là même) sur la voie du développement. Il ne s'agit pas là de vœux pieux : le président malien nous a déjà prévenu : «Contre la menace du désespoir nous ne pourrions rien». Autrement dit les pôles développés ont tout à perdre d'une Afrique périphérique délaissée et sous-développée sous forme d'effet boomerang : une immigration passive qui ne profite à personne et peut-être, aussi, l'inaccessibilité de richesses naturelles et notamment pétrolières (du fait du chaos engendré), comme c'est déjà le cas dans le golfe de Guinée, notamment au Nigéria où des compagnies pétrolières comme Exxon-Mobil ont dû fermer des terminaux à cause des rebelles.

L'Afrique reste donc encore et toujours un continent périphérique et en mal de développement. Mais la continuité de ces caractéristiques cache des ruptures qualitatives, du fait de l'évolution du système mondial, qui font entrer le statut périphérique du continent et son faible niveau de développement en synergie pour expliquer une sur exclusion et un développement insuffisant et largement potentiel. Rompre ce cercle vicieux apparaît donc nécessaire non seulement pour les Africains eux-mêmes mais aussi pour le reste du monde. Pour reprendre les concepts d'un essai de prospective du PNUD, le «centre» de la mondialisation a en effet tout à perdre si l'Afrique devient l'Afrique des «lions faméliques». L'avenir d'un continent qui s'écrit de plus en plus au pluriel est en jeu.